

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 8 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE CARMACO

Chez CECCON Frères
71 avenue des îles
74 961 Annecy cedex

Références : 20240807-RAP-InspCarCarmacoAnnecy-vs

Code AIOT dans GUN : 0006101701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement CARMACO implanté Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74 940 Annecy. L'inspection a été annoncée le 24/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMACO CARRIERES
- Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74940 Annecy
- Code AIOT : 0006101701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carmaco été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune déléguée d'Annecy-Le Vieux, commune d'Annecy par arrêté préfectoral du 2 mars 2018 modifié. L'autorisation est accordée jusqu'au 2 mars 2036. La remise en état est incluse dans la durée de l'autorisation.

A la date de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2023, le gisement est estimé à 1 383 500 tonnes. Le rythme d'extraction est de 76 800 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est de 478 000 m³ pour la remise en état.

Des installations de traitements sont également présentes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi géotechnique et gestion de l'eau du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ouvrages de sécurisation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.5	Transmission de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Terres de terrassement	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet
3	Eaux Pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.5.3	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté cadre sécheresse DDT-2024-0474 du 7 mai 2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat n°2 fait l'objet d'une demande d'action corrective sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Terres de terrassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique
Prescription contrôlée : <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :<ul style="list-style-type: none">◦ la date de réception ;• b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<ul style="list-style-type: none">◦ la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;◦ les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;◦ lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;◦ s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;◦ la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;• c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :<ul style="list-style-type: none">◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;◦ la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;◦ l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;◦ la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;◦ l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;◦ le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;• d) Concernant l'opération de traitement :<ul style="list-style-type: none">◦ le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;◦ lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu

<ul style="list-style-type: none"> géographique de valorisation ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 21/06/24, l'exploitant nous a justifié qu'il avait renseigné RNDTS pour le mois de mai 2024 : envoi de photos « imprim écran » de RNDTS renseigné.</p> <p>Le jour de l'inspection nous avons constaté que le fichier pour le mois de juin 2024 était prêt à être versé sur RNDTS.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant à jusqu'au dernier jour du mois suivant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rattrapera le passif de janvier à avril 2024 pour la fin de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°2 : Ouvrages de Sécurisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi ouvrages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un suivi dont la fréquence a été définie par un bureau compétent est mise en place afin de s'assurer de l'efficacité dans le temps de l'ensemble des ouvrages de confortement du site (grillage, clouage, inclinomètres, etc.).</p> <p>Une maintenance préventive ou curative est effectuée selon les constats effectués lors de ces campagnes.</p> <p>Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,..) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de l'intervention sur le site du bureau géotechnique, ce dernier a émis un rapport en date du 3 avril 2024. Après analyse des éléments du rapport, un ensemble de travaux de maintenance et de purge est préconisé.</p> <p>L'exploitant a lancé différentes consultations auprès de sociétés pour réaliser les travaux : Y Dams, accro btp.</p> <p>A la suite du choix de l'entreprise qui interviendra pour la réalisation des travaux, l'exploitant transmettra un planning de réalisation.</p> <p>Le rapport comporte l'ensemble des demandes vis-à-vis de la maintenance et du renforcement des ouvrages. Par contre, la fréquence de surveillance des ouvrages n'a pas été définie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmettra le planning de réalisation et la fréquence de surveillance des ouvrages de confortement définie par le bureau géotechnique.</p> <p>A défaut, cette surveillance sera annuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°3 : Eaux Pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surfaces

Prescription contrôlée :

Les eaux issues des fronts supérieurs et parvenant jusqu'au carreau d'exploitation s'infiltrant de manière naturelle dans le sous-sol.

Les eaux circulant sur la piste menant à la zone de traitement au Nord et les eaux provenant du système de nettoyage des roues en sortie de site, sont dirigées de manière gravitaire vers un bassin d'orage de 120 m³, dans lequel elles décantent. Un merlon périphérique protège le bassin d'orage. Afin d'éviter toute infiltration des eaux qui serait préjudiciable à la stabilité des fronts et des talus situés à proximité du bassin, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps de l'étanchéité du bassin.

Constats :

Le bassin d'orage doit être déplacé en même temps que les installations de traitement sur le carreau sud. Ce transfert doit intervenir en phase 2 après remblaiement complet du carreau sud.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant lorsqu'il déplacera le bassin s'assurera de respecter l'ensemble des préconisations de l'article précité.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation Eau

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée

Arrêté DDT-2024-0474 du 7 mai 2024 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau sur le département de la Haute-Savoie

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

Selon le cas qui vous concerne vous pouvez demander un aménagement des restrictions d'eau :

- cas n°1, « petits préleveurs » : le prélèvement dans le milieu est inférieur à 1 000 m³/an ou inférieur à 7 000 m³/an dans le réseau AEP ;
- cas n° 2 : l'arrêté préfectoral qui régit les activités de l'ICPE prévoit des prescriptions en cas de sécheresse ;
- cas n°3 : l'exploitant a demandé d'être exempté au regard des actions de réductions d'utilisation de l'eau mises en œuvre et la réalisation d'un Plan de Sauvegarde Hydrique.

Constats :

L'exploitant a répondu à la sollicitation de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Il s'est considéré comme un cas n°3 car il prélève plus de 1 000 m³/an d'eau dans Fier.

Nous avons vu en séance le plan de circuit des eaux du site. L'eau est pompée dans le Fier puis

stockée dans une cuve. De la cuve, l'eau est distribuée aux différents postes.

Le laveur de roues est en circuit fermé.

Différents compteurs ont été installés sur le site ainsi qu'au niveau du point de prélèvement dans le Fier.

Tous les compteurs sont relevés chaque mois. Nous avons vu en séance le registre des relevés. Par ailleurs, lorsque les compteurs sont relevés, les opérateurs vérifient le bon fonctionnement de ces derniers. Les pannes ou les réparations à réaliser sont inscrites sur les relevés.

L'exploitant nous a montré en séance le PSH mis en œuvre sur le site ; nous avons vu les éléments suivants :

- le type d'alimentation, le code de la masse d'eau prélevée, les caractéristiques de la pompe mise en place ;
- l'évolution de la quantité d'eau prélevée depuis 2026 : au plus fort de sa consommation, l'exploitant prélève entre 8 000 et 10 000 m³/an. Depuis 2022, il prélève en moyenne 2 000 m³/an. La quantité d'eau rejetée dans le milieu est également précisée, environ 1 000 m³/an. Cela représente donc un prélèvement net d'un peu plus de 1 000 m³/an ;
- le recensement des postes consommant de l'eau : laveurs de roues, point de chutes des bandes transporteuses, aspersion (stocks + pistes) ainsi que la consommation de ces postes ;
- mise en place d'un contrôle et maintenance des compteurs mensuel. Le réseau de prélèvement d'eau est vérifié semestriellement ;
- les actions mises en place selon les postes vis-à-vis du niveau du seuil en période de sécheresse ;
- le prorata de la consommation d'eau par rapport à la tonne traitée.

Type de suites proposées : Sans suite